



# Les partis Staliniens et leur devenir

par Henri Weber

Il faut lire le livre de Robrieux sur Maurice Thorez. Pour la somme d'informations qu'il contient (1). Mais aussi, et surtout, pour l'appréhension du stalinisme qu'il présente. Jusqu'ici, on disposait d'essais, plus ou moins recommandables, portant sur l'histoire ou la sociologie du Parti communiste français. En raison de leur objet même — étude d'une institution dans ses rapports aux autres institutions et à la société — le discours sur le stalinisme tenu par ces essais se situait nécessairement à un certain degré d'abstraction. La démarche biographique suivie par Robrieux donne du phénomène stalinien une image moins globale, mais infiniment plus concrète. L'histoire de la sélection, de la formation, de la consécration, de la béatification du principal dirigeant d'un des principaux partis de la Troisième Internationale permet de saisir sur le vif les mécanismes de fonctionnement du système stalinien, dans leur complexité et leur évolution.

Comment un jeune ouvrier révolutionnaire devient un haut dignitaire stalinien, tel est l'objet du livre. Par delà cette histoire individuelle, ce qui est conté,

---

(1) Philippe Robrieux : *Maurice Thorez, vie secrète et vie publique*. Edition Fayard, 660 p. Frui de cinq années de travail, ce livre représente une des contributions les plus riches en informations sur l'histoire du P.C.F.

c'est comment un parti, qui dans les années 20 regroupe les meilleurs éléments d'un prolétariat particulièrement riche en traditions révolutionnaires, devient un instrument docile de la bureaucratie soviétique; c'est du point de vue de ceux qui la vivent et s'en font les agents, la dégénérescence stalinienne de l'avant-garde ouvrière en France.

Aujourd'hui, la crise du stalinisme, ouverte depuis plus de vingt ans, affecte profondément la réalité des partis communistes. Les conditions historiques qui permirent l'instauration du système stalinien se sont disloquées. Ce système s'est considérablement modifié. L'appréciation de l'ampleur de ces modifications, de leur nature, est au cœur des débats, au sein du mouvement ouvrier. Peut-on encore caractériser les partis communistes comme des « agences de la bureaucratie soviétique », défendant en toutes circonstances ses intérêts fondamentaux? Dans quelle mesure la distension des liens entre la bureaucratie soviétique et les partis communistes de masse, effective depuis 1956, affecte-t-elle la nature même de ces liens? Comment caractériser désormais les rapports entre la bureaucratie soviétique et ces partis communistes de masse? Assiste-t-on progressivement à la constitution de P.C. totalement indépendants de la bureaucratie du Kremlin, à l'avènement d'un « national-communisme », parti désormais spécifique, assumant dans la société capitaliste la fonction qu'assumait la social-démocratie allemande avant 1914?

Le livre de Robrieux aide à répondre à ces questions. Non pas qu'il comporte en lui-même les réponses. Mais la description complète et concrète qu'il donne du parti stalinien permet de mesurer le chemin parcouru... et celui qui reste à parcourir.

## I - LE PARTI « CENTRISTE-BUREAUCRATIQUE »

P. Robrieux ne commet pas l'erreur méthodologique courante d'analyser le P.C.F. comme une réalité essentiellement nationale, plus ou moins affectée par les incursions de l'Internationale Communiste. Il admet que, dès le départ, le mouvement communiste constitue un système international, qui détermine fondamentalement la réalité de chaque section. Les partis communistes se forment en réaction à la faillite des organisations social-démocrates, sous l'impulsion donnée par la révolution d'Octobre au sein du mouvement ouvrier. Les dirigeants bolcheviques conçoivent la lutte des classes comme un processus mondial, exigeant une organisation et une direction mondiale de l'avant-garde ouvrière. Ils cherchent à édifier le « parti mondial de la révolution ». Ce parti doit mettre un terme à la pratique réformiste (légalisme, électoralisme, collaboration de classe) qu'impulsaient les directions social-démocrates, et y substituer une pratique révolutionnaire orientée vers la préparation des masses à la dualité du pouvoir et à l'épreuve de force frontale avec l'Etat bourgeois. Instruments de la transformation de la pratique spontanée des masses en pratique révolutionnaire cohérente, *les sections communistes doivent briser avec le type d'insertion de la social-démocratie dans la société bourgeoise*. Elles doivent établir des rapports nouveaux, à la fois à la classe dominante (substitution systématique de la lutte des classes à la collaboration) et à la classe ouvrière (organisation de la classe pour la conquête révolutionnaire du pouvoir d'Etat et non plus pour sa représentation parlementaire...). Ils doivent s'efforcer de maintenir l'avant-garde ouvrière, en permanence, le prolétariat tout entier lors des crises pré-révolutionnaires, en état d'extériorité

et d'opposition radicales à la société bourgeoise (1). Les liens militants avec la classe sont resserrés. L'organisation sur les lieux de travail prime l'organisation territoriale épousant les circonscriptions... La cellule restreinte devient l'unité de base, à la place des pesantes sections (2). L'appareil du parti est systématiquement « prolétarié ». Un contrôle rigoureux est organisé sur les parlementaires, les leaders syndicaux, les journalistes... Une nouvelle forme d'organisation du mouvement ouvrier voit le jour, à la fois distincte de la tradition socialiste et de la tradition anarchiste française.

La Troisième Internationale — parti mondial de la révolution — est régie par le centralisme-démocratique. Les sections sont égales en droit. Elles élaborent collectivement la ligne, à travers un débat contradictoire et public tranché en congrès. Le Congrès mondial, régulièrement convoqué, représente l'instance souveraine de l'I.C. Dans l'intervalle de deux congrès, l'autorité suprême est déléguée au Comité Exécutif International (C.E.I.) élu au congrès précédent. Une fois la ligne établie, elle est appliquée par tous. Les minorités s'inclinent devant la majorité, les instances inférieures devant les instances supérieures, les sections nationales devant le C.E.I. et ses organes exécutifs.

Formellement, l'I.C. constitue une organisation parfaitement démocratique. Du vivant de Lénine, la diversité des positions, l'âpreté des débats caractérisent sa vie interne. Mais dès le départ, l'Internationale Communiste souffre d'un déséquilibre patent : en raison de la supériorité politique de sa direction, de son prestige au sein des masses ouvrières, de la puissance matérielle que lui confère la possession d'un Etat, le parti russe jouit d'une autorité écrasante sur les autres sections. Le P.C.U.S., c'est à la fois le tuteur, le publicitaire et le bailleur de fonds. En face de lui, il n'y a que des jeunes cadres inexpérimentés, des sociaux-démocrates repentis ou des anarcho-syndicalistes en transit... En fait, l'autorité politique et la puissance matérielle du parti russe lui assurent la direction de l'Internationale. Personne n'est à même de s'opposer efficacement à ses décisions, et encore moins de faire triompher une ligne alternative.

Tant que le parti bolchevik, sous la direction de Lénine et Trotsky, demeure sur une ligne d'internationalisme révolutionnaire, cette situation, largement inévitable, n'a pas d'effet catastrophique. Il en va autrement lorsque après la défaite de l'Opposition de gauche (1924), cette ligne est abandonnée au profit de la stratégie dite de « construction du socialisme dans un seul pays ». Désormais, c'est la croissance de l'U.R.S.S. et non le soulèvement des masses qui constitue la force motrice de la « Révolution mondiale ». Partout le mouvement des masses doit être subordonné aux intérêts de l'Etat soviétique. Les partis communistes doivent devenir les instruments de cette subordination. L'obéissance aveugle et zélée aux directives de Moscou, l'aptitude à prendre et à faire prendre les tournants les plus ardues, selon les fluctuations de la diplomatie soviétique et les exigences de sa politique intérieure, deviennent le critère n° 1 pour la sélection des dirigeants.

La bureaucratie soviétique s'assure le contrôle de l'appareil du Komintern, dûment russifié. Elle engage une campagne d'épuration des partisans de la gauche au sein des directions nationales (en France, les cadres venus du syndicalisme révolutionnaire sont éliminés) (3). Elle travaille d'arrache-pied à la bureaucratization de l'I.C. Dès 1924, le régime intérieur du P.C.U.S. (monolithisme, coop-

(1) Cf. : V<sup>e</sup> Congrès de l'I.C. Résolution sur la tactique.

(2) Cf. : La Résolution du C.E.I. sur les cellules d'usines. *Bulletin communiste*, 4 avril 1924.

(3) Rosmer, Monatte, Delgarde, Lorient, et des centaines d'autres...

tation, interdiction des tendances, élimination des opposants...) est étendu à l'ensemble de l'Internationale (4). Robrieux retrace la résistance des militants français à cette caricature de « bolchevisation » — résistance à laquelle Thorez participe jusqu'en 1924 (5). Mais face à la puissance politique et matérielle du Centre international, dans un contexte de reflux du mouvement ouvrier, confrontés à des adversaires qui ne lésinent pas sur les moyens, mystifiés par leur argumentation et leur langage, les opposants sont voués à la défaite. Les meilleurs retournent à la production. D'autres, tel Thorez, capitulent avec plus ou moins bonne conscience.

A part le bref intermède boukharinien de 1926-27, au cours de ses quinze premières années d'existence, le P.C.F. suit un cours gauchiste et sectaire (1). Sa lutte courageuse contre l'occupation de la Rhur, contre la guerre du Rif, son activité anti-militariste, son utilisation révolutionnaire du Parlement, ses diatribes contre la S.F.I.O., le font passer aux yeux de l'avant-garde ouvrière pour le parti de la révolte et de la révolution. C'est bien la place du parti révolutionnaire qu'il occupe — catastrophiquement — dans le champ politique français, de 1921 à 1924.

Le processus de dégénérescence de l'Internationale Communiste suit le processus de dégénérescence bureaucratique de l'Etat soviétique.

En 1926, Staline écrase l'opposition unifiée. Zinoviev — président de l'Internationale — entraîne dans sa chute les hommes qu'il a placés aux postes de commande (en France Treint secrétaire du parti, et Suzanne Girault son éminence grise). En 1929, l'élimination de Boukharine confère aux staliniens le contrôle absolu de l'I.C. Sous leur égide va s'édifier un système de subordination rigoureuse des P.C. nationaux aux intérêts d'Etat de la bureaucratie soviétique, tels que les conçoit Staline.

## II - LE PROCÈS DE STALINISATION

### La subordination politique

La bureaucratie soviétique dicte la ligne de l'I.C. et de ses sections, jusque dans ses détails tactiques (2). Les questions politiques ne se règlent plus dans les séances officielles des organismes réguliers; tout ce qui est important est décidé désormais dans les coulisses par les dirigeants russes ou russifiés de l'Internationale: Manouïlski, Stepanov, Kuusinen, Piatnitski, lesquels répercutent les directives de Staline. Les rapports d'orientation — rapports au Congrès, aux conférences nationales, mais aussi aux sessions importantes du Comité Central et du Bureau Politique — sont préparés avec leur concours et sous leur direction. Aussi, le P.C.F. enregistre immédiatement les moindres fluctuations de la politique sovié-

---

(4) Robrieux, Thorez, p. 106-107. Voir aussi la « Résolution sur la Tactique » du V<sup>e</sup> Congrès de l'I.C.: « Le parti communiste doit être un parti centralisé, n'admettant ni fractions ni tendances, ni groupements, un parti monolith, formé d'un seul bloc » cité par Jederman: « La bolchevisation du P.C.F. », p. 26.

(5) Robrieux, Thorez, p. 82-92.

(1) Gros titre de l'*Humanité* en décembre 1924: « La Terre se prend à coups de fusils ». Mot d'ordre central du parti à la même date: « Tribunal révolutionnaire pour juger les fauteurs de vie chère, de fascisme de guerre impérialiste et d'agression contre les Soviets! ». Cité par Jederman, p. 86.

(2) Cf. Humbert-Droz: *L'Œil de Moscou à Paris*, p. 241-242: Le délégué de l'Internationale relate comment la Direction de l'I.C. discute et tranche des problèmes de tactiques électorales, de tactiques syndicales, etc., concernant le parti français.

tique. Il applique à la lettre la ligne arrêtée à Moscou : de 1929 à 1934, il pratique allègrement le cours sectaire et ultra-gauchiste dont la bureaucratie stalinienne a besoin à l'extérieur pour justifier la tension interne imposée par la collectivisation forcée et l'« industrialisation à pas de géants ». Malgré la légende tenace que les staliniens français tentent d'accréditer, Thorez applique fidèlement cette ligne suicidaire, et n'anticipe nullement sur le cours unitaire qui prévaut en 1934. En stalinien discipliné, il combat, au contraire, ceux qui dans le parti français, s'élèvent à un moment ou à un autre contre cette politique imbécile (Vassart en 1930, Doriot en 1934,...). C'est sur une recommandation expresse de Manouïlsky (lettre du 11 juin 1934, annonçant à Thorez le tournant vers les Fronts Populaires prévu au VII<sup>e</sup> Congrès de l'I.C. — lettre précisée par télégramme impératif le 26 juin(3) — que Thorez lance le mot d'ordre « d'unité d'action à tout prix » à la Conférence nationale d'Ivry.

De même le P.C.F. appliquera à la lettre la tactique du « Front populaire » : élargissement de l'alliance P.C.-P.S. au Parti radical ; alignement de la plate-forme du Front populaire sur le programme de ce parti sous l'œil amusé de la S.F.I.O., débordée sur sa droite ; liquidation à bon compte de la grève générale de Juin 36 ; propagande chauvine, etc.

Mais rien n'illustre mieux la subordination totale de l'appareil du P.C.F. à la bureaucratie soviétique que son approbation immédiate et sans réserve du pacte germano-soviétique de 1939. Ici, en effet, les intérêts de la bureaucratie du P.C.F. — comme bureaucratie nationale — et ceux de la bureaucratie soviétique, sont rigoureusement opposés. Staline ne permet pas, en effet, que l'on considère le pacte comme une manœuvre tactique destinée à gagner du temps et engager la guerre contre le nazisme dans de meilleures conditions. Convaincu de la possibilité d'une entente prolongée avec Hitler, il mise sur une guerre d'usure entre impérialismes, accroissant la puissance relative de l'U.R.S.S. et lui permettant de tirer les marrons du feu. Pas question que le P.C.F. approuve le pacte et prenne simultanément la tête de la résistance française contre l'hitlérisme. Ce qui prévaut, au contraire, c'est une sinistre caricature de la ligne de « défaitisme révolutionnaire » suivie par les internationalistes en 1914-18 : face à l'invasion nazie, le P.C.F. doit privilégier la lutte pour la défaite de sa propre bourgeoisie et ses alliés anglo-saxons... Quoi qu'il en coûte à son assise comme bureaucratie nationale (chute d'influence, interdiction du parti, emprisonnement, etc.), la direction thorzienne s'aligne sans hésitation.

Le même alignement automatique caractérise la politique du P.C.F. après l'entrée de l'U.R.S.S. en guerre, à la Libération, au cours de la guerre froide, et jusqu'à la mort de Staline.

## La sélection de l'appareil

Mais la bureaucratie soviétique ne se contente pas de dicter sa ligne. Elle désigne également les hommes chargés de l'appliquer, s'arroge un droit de regard sur leur affectation, se donne les moyens de les contrôler.

Chaque « section » nationale est suivie par des fonctionnaires de l'appareil politique du Komintern. Ces fonctionnaires sélectionnent les dirigeants nationaux,

(3) P. Robrieux : *Thorez*, p. 193.

membres du Bureau politique, voire du Comité central. En France, après l'éviction de Treint, Stépanov et Manouïlsky « essayent » l'équipe dirigeante des « Jeunesses communistes » (Barbé, Célor, Lozeray, Ferrat, Billoux). Sous leur impulsion, le parti s'engage frénétiquement dans le cours ultra-gauchiste dit « de la troisième période ». Les résultats sont catastrophiques. Face à l'usure et au discrédit de la direction, le Komintern cherche une solution de rechange. Ce n'est pas le manque de servilité qu'on reproche au « groupe des jeunes ». C'est son incapacité à assumer l'unité du parti sur la ligne de Moscou, sans le réduire à une peau de chagrin... Décision est prise, donc, d'éliminer les nouveaux promus, en leur assénant la responsabilité des déboires du parti. A cette fin est forgée la fable du « groupe Barbé-Célor », provocateurs policiers infiltrés à la direction pour détruire le parti de l'intérieur (1). Mais par qui les remplacer ? Au Komintern, on hésite entre Thorez et Doriot. Sur intervention de Piatnitski, on écarte, finalement, Doriot, dont la souplesse d'échine ne semble pas à toute épreuve, Thorez offrant de ce point de vue davantage de garanties... Contrairement à Doriot, il est plus homme d'appareil qu'homme de masse. Sa soumission à l'exécutif du Komintern est absolue. Et surtout, sa biographie n'est pas sans tache : il a soutenu jusqu'en 1924 l'opposition de gauche trotskyste, cotisant pour l'édition en français de *Cours nouveau*. Il s'est fait arrêter en 1929, parce qu'affolé par l'irruption de la police dans une réunion du Comité central, il s'est enfermé dans un placard au lieu d'appliquer les consignes d'évacuation mises au point par le service de sécurité du Parti. Au mépris des consignes de l'I.C. et du sort commun partagé par les militants, il est sorti de prison en faisant payer sa caution, etc. S'il advenait qu'il se montre rétif, il serait facile à l'I.C. de monter une « affaire Thorez ».

Mais si la direction de l'I.C. est prête à « tester » Thorez, elle ne lui fait pas confiance. En attendant qu'une équipe nationale « éprouvée » émerge enfin, la direction effective du parti français est confiée à un « collègue » occulte composé de fonctionnaires du Komintern, sous la responsabilité du tchèque Fried (2). C'est ce « collègue » qui dirigera le P.C.F. jusqu'à la guerre, le Bureau politique assumant les tâches d'application.

Ce « collègue de direction » ne constitue d'ailleurs que le sommet d'un *appareil parallèle* — la *section O.M.S. de Paris* — *totalemt autonome par rapport à la direction du P.C.F.*, construit par le Komintern en vue d'assumer diverses activités clandestines : prise en charge des illégaux, conservation des archives, transmission des informations et des directives, transferts financiers, etc., mais aussi surveillance et contrôle de l'appareil régulier du P.C.F.

L'exécutif de l'I.C. ne se borne pas à désigner et à superviser les dirigeants suprêmes. C'est l'ensemble de l'appareil central du parti qu'il entend contrôler. En 1932, sous prétexte de tirer les leçons de « l'affaire Barbé-Célor » et lutter contre la pénétration policière, est mis en place le système de la *Commission des cadres* : chaque militant accédant à un poste de responsabilité doit répondre à un questionnaire autobiographique, variable selon les niveaux. Une « commission des cadres » centralise les dossiers et suggère des postulants aux diverses fonctions. En 1932, les membres de cette commission sont tous des fonctionnaires du Komintern, dépendant directement de Moscou. La « Commission des cadres » du P.C.F. est intégrée à l'O.M.S. ! La désignation des hommes aux divers postes de responsabilité échappe dans une large mesure au B.P. du P.C.F. Elle relève de la compétence des fonctionnaires du Komintern responsables du parti français.

---

(1) Cf. P. Robrieux : *Thorez*, p. 147-148.

(2) Au moment de sa désignation, le « collègue de direction » comprend, outre Fried, Ernest Geroe, Georges Kagan, Anna Pauker, Valetski, Heimo, Yablonski, Golubieva. Sur la personnalité et le rôle de Fried, voir Robrieux, p. 176 et suiv.

Il suffit de dire que c'est par l'O.M.S. également que passe le financement du parti pour mesurer l'état de dépendance absolue — politique, organisationnel, financier — dans lequel se trouve le P.C.F. On comprend que ses dirigeants « ne peuvent même plus concevoir le fait de ne pas modeler leur avis sur les décisions de l'Internationale » (3).

## La « contre-société » stalinienne

Enfin, la bureaucratie soviétique ne se contente pas de se subordonner absolument l'appareil du parti français. Elle entend encore s'en assimiler les sommets. Elle étend à la vie intérieure des partis communistes le régime autocratique qu'elle impose à la société soviétique : ce qui pouvait subsister de démocratie, et surtout d'égalitarisme est balayé. La liberté de parole, de critique, de conscience est proscrite. Le parti vit sous le règne de « l'unité de pensée », la « pensée » en question étant celle du secrétaire général traduisant la ligne de l'I.C. Toute divergence exprimée mène à l'autocritique ou/et à l'exclusion. Les « déviants » n'ont aucune chance de voir leur position présentée à la base du parti. Le seul droit qui leur est reconnu est de faire amende honorable. Ce monolithisme de principe se traduit dans l'unanimité des « votes » sur les résolutions ou sur les directions. Celles-ci sont désignées par cooptation (1) (à peine déguisée), responsables uniquement devant les échelons supérieurs. Elles sont soumises à une stricte hiérarchisation, donnant lieu à une étiquette aussi rigoureuse que byzantine. Les privilèges matériels, massivement introduits dans les années 30, sont savamment dosés selon les niveaux. Enfin, le culte du Secrétaire général est systématiquement développé à partir de 1936, date de sa consécration par Staline. D'abord relativement mesuré — Thorez n'est loué qu'en tant que guide infallible du prolétariat français — il devient franchement délirant au lendemain de la guerre — le secrétaire général du P.C.F. incarnant désormais la synthèse de ce que le genre humain a produit de meilleur (2). En U.R.S.S. comme au sein des P.C. staliniens, la fonction du culte est claire : il s'agit de développer une mystique qui légitime le pouvoir absolu de la bureaucratie, la mette à l'abri de la critique, détourne à son profit l'enthousiasme des militants. L'introduction du culte des secrétaires généraux et des dirigeants — selon un rituel qui n'a rien à envier à la plus sophistiquée des religions révélées — est imposée aux P.C. nationaux par la direction du Komintern, de même que l'ensemble de leur système d'organisation. *Si les P.C. de masse aspirent à former une « contre-société » au sein de la société globale, cette contre-société est calquée sur la Russie stalinienne.* Non seulement le P.C. stalinien reproduit

(3) P. Robrieux : *Thorez*, p. 177.

(1) Sur le système de cooptation des cadres par les instances supérieures (cooptation notifiée par vote rituel de la base), voir Robrieux : *Thorez*, p. 328-331.

(2) Témoin entre cent mille, cet article d'André Wurmser, dans la *Nouvelle Critique* : « Lorsque nous disons : Maurice Thorez a toujours raison le premier, nous énonçons une constatation, à laquelle n'importe qui peut se livrer, communiste ou non ; il n'a qu'à lire les œuvres de notre secrétaire général... J'ai demandé à un certain nombre de camarades : « Si tu devais parler de Maurice Thorez, sur quel point mettrais-tu l'accent ? Aucun d'eux n'a hésité, mais je n'ai pas recueilli deux réponses semblables. « Son apport théorique », m'a dit un juriste belge ; « l'unité », évidemment, m'a dit mon meilleur ami ; « l'étroite liaison dans toute son œuvre, de la théorie et de la pratique », m'a dit une jeune femme, membre du comité de ma section ; « comment il nous a rendu la France », m'a dit un psychologue scolaire ; « sa droiture, la fermeté de son caractère », m'a dit un avocat ; « son cœur », m'a dit une femme peintre ; « son rôle de dirigeant, d'instructeur, de fondateur de notre Parti », m'a dit la meilleure moitié de moi-même ; « sa clarté », m'a dit mon fils ; « son esprit scientifique », m'a dit un professeur de mathématiques ; « la démocratie dans le parti », m'a dit ma charmante et fidèle secrétaire ; « son sens national », m'a dit un journaliste, et un géologue a expliqué et justifié ces apparentes divergences ; il m'a répondu « son esprit encyclopédique ».

le régime intérieur de la société soviétique (nature bureaucratique et charismatique du pouvoir), non seulement il en refracte les stratifications (hiérarchie des privilèges au sein de l'appareil, liée à la hiérarchie des fonctions), mais encore il vit partiellement au rythme de l'Etat soviétique (alternance des phases de détente et de tension) et singe les principales manifestations de son drame intérieur (affaires Marty-Tillon, Lecœur, Servin-Casanova, sur les modèles des procès de Moscou; campagnes pour le réalisme socialiste, défense de la science prolétarienne, refus du contrôle des naissances, etc.).

A la veille de la Seconde Guerre mondiale, le processus de stalinisation du P.C.F. est achevé. *A partir des jeunes ouvriers révolutionnaires venus au parti au cours des années 20, la bureaucratie soviétique a sélectionné, formé, stabilisé une bureaucratie ouvrière dont elle s'est intégrée les sommets.* Cette bureaucratie ouvrière joue un rôle de médiation entre les intérêts du prolétariat français et ceux de la bureaucratie soviétique, au service de cette dernière.

La consolidation de cette bureaucratie, les garanties qu'elle offre, permettent un assouplissement formel du système de subordination mis en place par Moscou. La dissolution fictive de l'I.C. en 1943, l'attribution des fonctions et des prérogatives de son bureau à la « section étrangère » du C.C. du P.C.U.S., ne font finalement qu'entériner une situation de fait: la disparition de l'I.C. comme parti mondial de la révolution et sa transformation en appendice de l'Etat soviétique. En ce qui concerne le parti français, la tutelle de la bureaucratie soviétique peut se faire moins lourde et moins directe. Il existe désormais au sein du mouvement ouvrier français un appareil bureaucratique profondément intégré dans l'appareil international du stalinisme, appareil dont le sommet constitue une véritable section de la bureaucratie stalinienne (1), et qui offre toutes garanties du point de vue de sa fidélité, de sa stabilité, de son efficacité.

### III - PARTI SOCIAL-DÉMOCRATE ET PARTI STALINIE

Les partis staliniens et les partis socio-démocrates sont, les uns et les autres, des partis ouvriers réformistes: leur objectif n'est pas la destruction de l'Etat bourgeois, mais sa pénétration par les hommes et les idées du parti. Les uns et les autres sont « définitivement passés, du côté de l'ordre bourgeois ». Dans la société capitaliste, ils assument un rôle contre-révolutionnaire, rôle de régulation sociale, de canalisation de la combativité populaire dans les limites compatibles avec la conservation du système. Les uns et les autres sont les produits d'un processus de dégénérescence bureaucratique des partis ouvriers révolutionnaires. Leurs lignes opportunistes expriment et traduisent les intérêts sociaux de leurs bureaucraties respectives. *Mais, précisément leurs processus historiques de bureaucratiation sont qualitativement différents.* Et les bureaucraties ouvrières produites par ces processus sont qualitativement différentes, dans leurs rapports aux classes sociales fondamentales, dans leurs rapports à l'Etat bourgeois, dans leur réalité institutionnelle.

---

(1) L'intégration des sommets de l'appareil des P.C. nationaux dans la bureaucratie soviétique est symbolisée entre autres choses, par un statut des dirigeants de divers niveaux. Robrieux relate que pendant la Seconde Guerre mondiale, Thorez bénéficiait du régime A dans la hiérarchie du Komintern (deux chambres dans un hôtel de luxe, une datcha, nourriture abondante et variée), alors que Ramette, speaker à Radio-France, relevant de la catégorie C, perd 35 kilos, tant il se serre la ceinture!

## La bureaucratie social-démocrate

Le processus de bureaucratisation des partis socialistes passe par l'intégration de leur appareil dirigeant à la classe dominante (ou plus exactement à son personnel politique). Bénéficiant des ressources de l'expansion impérialiste, la bourgeoisie des pays capitalistes avancés développe une politique de concessions économiques et politiques à la classe ouvrière — et de corruption (directe ou subtile) de ses appareils. Sur plusieurs décennies, elle favorise l'essor d'une « pratique trade-unioniste » de la classe ouvrière (lutte économique menée par les syndicats ; lutte électorale et parlementaire conduite par les partis), d'une différenciation sociale du prolétariat, de la cristallisation d'une importante bureaucratie ouvrière (corps des fonctionnaires syndicaux et politiques du mouvement ouvrier).

Elle parvient à intégrer cette bureaucratie ouvrière à ses institutions étatiques (municipalités, parlements, institutions diverses de concertation et de collaboration), à s'assimiler ses sommets, et finalement à retourner l'appareil des fonctionnaires du prolétariat contre les intérêts historiques de la classe ouvrière, à le constituer en appareil d'intégration des travailleurs (1). La social-démocratie devient un instrument politique de sa propre bourgeoisie dans la classe ouvrière — ou lorsque cette bourgeoisie nationale est trop faible, un instrument de l'impérialisme dominant. Son idéologie reproduit les valeurs, les fins, la rationalité que véhicule la bourgeoisie. Son régime intérieur procède de la démocratie formelle caractéristique du démocratisme bourgeois. *Son système d'organisation traduit et permet sa fonction de « lieutenant ouvrier de la bourgeoisie »*. Ses liens avec la classe ouvrière sont essentiellement des liens d'organisation pour la défense des intérêts professionnels et de représentation politique. Ils s'incarnent dans les appareils syndicaux et le corps des élus. L'intégration des leaders syndicaux et des parlementaires à l'establishment politique bourgeois s'effectue d'autant plus aisément que les formes d'organisation du parti social-démocrate (« parti d'opinion ») assure une très large autonomie aux notables socialistes. Cette intégration des sommets de l'appareil social-démocrate à la classe dominante rend compte du fait que la bourgeoisie reconnaît ses leaders politiques pour siens, qu'elle leur confie volontiers les rênes du pouvoir, n'hésite pas, au sein du gouvernement, à leur attribuer des responsabilités, etc.

## La bureaucratie des P.C.

Le processus de bureaucratisation des partis communistes est, on l'a vu, tout différent. Ici, la dégénérescence bureaucratique s'opère sous l'action délibérée de la bureaucratie soviétique, laquelle cherche consciemment à produire une bureaucratie ouvrière spécifique comme instrument de sa politique dans les pays capitalistes. Seule une bureaucratie ouvrière — couche distincte et privilégiée du prolétariat, attachée à ses privilèges et décidée à les défendre — promet d'être un instrument adéquat pour une politique contre-révolutionnaire. Le processus de production de cette bureaucratie ouvrière d'obédience stalinienne est minutieusement décrit par Robrieux : en généralisant à tous les P.C. le régime intérieur

(1) Cf. Robert Michels : *Les Partis politiques*, Edition Flammarion.

du P.C.U.S. (centralisme bureaucratique), la « bolchevisation » conduite par Zinoviev-Staline-Kamenev, assure l'autonomisation, puis la dictature de l'appareil sur le parti. A la promotion sociale que représente pour tout ouvrier l'intégration à l'appareil permanent du parti, s'ajoutent les privilèges matériels croissants (selon le niveau dans la hiérarchie) attachés aux fonctions de dirigeant. La bureaucratie ouvrière d'obédience stalinienne devient une couche autonome et privilégiée par rapport à la classe ouvrière. Elle développe un conservatisme social lié à la défense de ses privilèges bureaucratiques. *Son conservatisme propre entre en résonance avec le conservatisme de la bureaucratie soviétique : la bureaucratie des P.C. a en commun avec la bureaucratie soviétique la crainte d'un mouvement révolutionnaire des masses. Elle conçoit également la politique comme manipulation des forces populaires par les appareils « responsables ». C'est sur la base consistante de ce conservatisme que s'opère durablement et solidement l'intégration des sommets des appareils des P.C. à la bureaucratie stalinienne (1).*

Car là réside bien la différence de nature entre la bureaucratie des P.S. et celle des P.C. : quand bien même elle assume des fonctions contre-révolutionnaires, la bureaucratie des P.C. ne s'est pas intégrée, ni dans sa base, ni dans ses sommets, au personnel politique de la classe dominante. Elle ne constitue pas le « lieutenant ouvrier de la bourgeoisie capitaliste », mais le lieutenant ouvrier de la bureaucratie soviétique. Si la bureaucratie social-démocrate assure la subordination du mouvement ouvrier à la bourgeoisie impérialiste, la bureaucratie stalinienne assure la subordination du mouvement ouvrier à la bureaucratie du Kremlin. Bien sûr, dans la mesure où les intérêts de la bureaucratie soviétique se confondent avec la défense du statu-quo (2), la subordination du mouvement ouvrier à Moscou que réalisent les P.C. revient finalement à sa subordination à la bourgeoisie impérialiste. *Mais le caractère indirect, médiatisé, de cette subordination n'est pas indifférent.* Dans la mesure où l'antagonisme entre l'impérialisme et la bureaucratie soviétique est fondamental, qu'il peut localement ou mondialement dégénérer en conflit ouvert, la bourgeoisie impérialiste considère l'appareil du P.C. comme un corps étranger, menaçant son système, auquel on peut avoir exceptionnellement recours, lorsqu'il n'y a plus d'autre moyen pour enrayer le mouvement de masse, mais qu'il faut s'empresse d'écarter du pouvoir. En raison de leur allégeance internationale — et quelle que soit la modération de leur action et de leur programme — les P.C. ne parviennent pas à gagner la confiance de la classe dominante, qui ne les confond jamais avec la bureaucratie social-démocrate.

La réalité institutionnelle des P.C. de masse — leur spécificité par rapport aux partis socialistes — ne comprend pas leur différence de fonction : le système d'organisation des P.C. de masse, leur régime intérieur, visent à assurer l'autonomie du prolétariat et de l'appareil du mouvement ouvrier à l'égard de la bourgeoisie capitaliste, d'établir leur subordination à la bureaucratie soviétique. D'où l'organisation capillaire en cellules, la priorisation des cellules d'entreprises, le niveau minimum d'exigence militante, le dispositif complexe des organisations de masse. D'où, également, la prééminence absolue de la bureaucratie politique centrale — sélectionnée et contrôlée par Moscou — sur les autres secteurs de l'appareil :

---

(1) Celle-ci est une réalité cosmopolite, et pas seulement soviétique, mais son centre et sa base sont en U.R.S.S.

(2) La bureaucratie soviétique ne recherche pas le statu quo pour lui-même. Elle le défend contre tout développement de la révolution prolétarienne et contre toute progression de l'impérialisme. Mais chaque fois qu'elle peut elle-même renforcer ses positions dans les rapports de forces mondiaux, sans heurt majeur avec l'impérialisme, elle n'hésite pas un instant. Il faut se garder des mystifications apologétiques, d'origine stalinienne, présentant la bureaucratie soviétique comme une force pacifique et immobiliste. Dans un monde où la révolution menace, et où les rapports de force sont fluctuants, la bureaucratie du Kremlin s'efforce de consolider ses positions, ce qui implique un certain expansionnisme.

le système d'organisation du P.C. ne permet pas l'autonomisation des élus, des syndicalistes et autres dignitaires, au sein de l'appareil du parti. Il ne laisse pas les bureaucrates profiter directement des prébendes de l'Etat. Ses parlementaires reversent intégralement leur « indemnité » au parti, qui les redistribue lui-même, selon ses propres critères. La stricte subordination des élus, des chefs syndicaux, des journalistes à l'appareil central du parti, a pour fonction d'empêcher leur intégration à l'establishment politique de la classe dominante, de les maintenir au service exclusif de la bureaucratie soviétique.

#### IV - LES CONTRADICTIONS DU PARTI STALINIEN

Le parti stalinien doit faire face à deux impératifs. Il lui faut renforcer son influence sur les masses, accroître sa capacité de contrôle et d'encadrement. De cela dépend en effet sa puissance sociale au sein de la société bourgeoise, sa capacité de pression sur la classe dominante, sa valeur comme monnaie d'échange. Simultanément, il lui faut défendre les intérêts de la bureaucratie soviétique. Ces deux impératifs, parfois divergents, nourrissent les contradictions des P.C. de masse. Ceux-ci cumulent la contradiction du parti réformiste et du parti stalinien. Comme partis réformistes, organisant de surcroît les secteurs les plus avancés de la classe ouvrière, les P.C. vivent périodiquement, à chaque montée ouvrière, la contradiction entre les aspirations de leur base et la politique de collaboration de classes dont ils sont les agents. Cette contradiction se solde par des débordements, plus ou moins étendus et durables, mais qui, à la longue, menacent sérieusement l'emprise du parti sur la classe ouvrière. Les appareils peuvent maîtriser cette contradiction, lorsqu'elle n'est pas trop aiguë, par une tactique d'adaptation sauvegardant l'essentiel de l'orientation réformiste. Mais la recomposition du mouvement ouvrier, la résurgence en son sein d'un pôle marxiste-révolutionnaire influent, va singulièrement compliquer, sur ce terrain, la tâche des bureaucrates (1).

Comme parti stalinien, le P.C. vit la contradiction entre les intérêts de la bureaucratie soviétique et ceux de sa bureaucratie propre. Les convulsions de la société stalinienne, l'application des directives du Kremlin ont coûté très cher à l'audience des P.C. nationaux dans leur classe ouvrière et expliquent en partie le maintien, voire la progression de l'influence social-démocrate. Mais aussi et surtout, la subordination à la bureaucratie soviétique constitue un obstacle rédhibitoire au vœu le plus cher des directions des P.C. de masse : accéder au gouvernement pour gérer l'Etat.

De la fin des années 20 au début des années 50, cette double contradiction ne prend pas, en général, un tour explosif : l'accumulation des défaites, la montée du fascisme, la menace d'une nouvelle guerre mondiale exercent un effet profondément démoralisant sur la classe ouvrière et son avant-garde. La période est à la défensive. Les compromissions et les capitulations les plus outrancières sont interprétées en terme de *réal-politik*, comme autant de manœuvres imposées par le rapport des forces et destinées à gagner du temps. Les débordements sont limités, superficiels, éphémères. L'U.R.S.S. et le P.C.U.S. jouissent d'un prestige immense dans les masses ouvrières. Les partis staliniens captent les processus de radicalisation. Simultanément, le péril fasciste et les menaces de guerre ouvrent

(1) Voir le Portugal, comme, pour l'instant, le plus vif de cette contradiction.

une perspective d'accès au pouvoir, dans le cadre d'une coalition démocratique. *Le contexte mondial permet donc aux bureaucraties « communistes » de maîtriser la contradiction entre les aspirations révolutionnaires des masses et leur politique droitrière de défense du statu-quo, d'une part ; entre la ligne imposée par l'I.C. et leur intérêt spécifique de bureaucratie nationale d'autre part.* La réponse apportée à cette contradiction est la stratégie étagée des fronts populaires ou nationaux, repoussant dans le lointain la perspective du socialisme et restreignant les tâches de l'heure à des objectifs limités, parfaitement compatibles avec les intérêts d'une fraction de la grande bourgeoisie.

La situation change progressivement après la Seconde Guerre mondiale.

Le rapport de force issu de la guerre consacre un affaiblissement sensible de l'impérialisme. L'essor de la révolution coloniale, la remontée de la combativité ouvrière dans les centres impérialistes au cours des années 60, galvanisent l'avant-garde ouvrière et stimulent sa maturation politique. Dans un contexte de « détente internationale » et de « coexistence pacifique », l'idéologie stalinienne de la « citadelle assiégée » devient inopérante. Il est de plus en plus difficile de légitimer le report *sine die* de la lutte pour le socialisme, la réduction des objectifs du mouvement ouvrier à la défense du statu-quo. L'heure est à l'offensive. La contradiction entre les aspirations de l'avant-garde ouvrière et la politique des appareils se développe à plein. Effets combinés et cumulatifs de ce développement : l'apparition sur la gauche des P.C. d'une extrême-gauche révolutionnaire à influence de masse, la défiance de secteurs appréciables de l'avant-garde ouvrière à l'encontre des bureaucraties, les débordements partiels et généralisés des appareils, dont l'Europe capitaliste offre de nombreux exemples depuis mai 68.

Simultanément, la crise du stalinisme a considérablement terni l'image de l'U.R.S.S. et du P.C.U.S. aux yeux des masses, en même temps qu'elle disloquait la cohérence idéologique du système. Si en 1950 il fallait attendre l'effondrement final — imminent — du capitalisme ; si en 1956, il fallait attendre que le « camp socialiste » rattrape et dépasse les Etats-Unis (événement annoncé pour 1975), en 1970, les bureaucraties des P.C. n'ont d'autres perspectives d'accéder au gouvernement que de convaincre leur bourgeoisie de l'excellence et du loyalisme de leur gestion. Leur allégeance à la bureaucratie soviétique constitue donc un obstacle croissant, tant pour le maintien et l'élargissement de leur audience — à un moment où elle se trouve dangereusement menacée — que pour la réalisation de leur projet politique.

Les conditions politiques de l'après-guerre tendent donc à exacerber les contradictions des P.C. de masse. Elles les obligent peu à peu à régler différemment leur relation à la bureaucratie soviétique, aux masses, à la bourgeoisie.

## V - LE PROCÈS DE « SOCIAL-DÉMOCRATISATION »

Du XX<sup>e</sup> Congrès à la fin des années 60, on constate une double évolution, qui permet de parler de processus tendantiel de social-démocratisation des P.C. Les liens avec la bureaucratie soviétique se distendent. Les rapports aux masses se modifient.

L'autonomisation relative par rapport à la bureaucratie soviétique, variable selon les P.C., constitue indiscutablement une tendance générale. Elle est rendue possible — et inévitable — par la crise de direction qui divise les sommets du

P.C.U.S. de la mort de Staline à l'éviction de Khrouchtchev en 1964. Affaiblie par ses divisions internes, déconsidérée par les accidents polonais et hongrois de la « déstalinisation », dénoncée par la bureaucratie maoïste et ses alliés, consciente de la chute de son prestige dans les masses ouvrières occidentales, la bureaucratie soviétique n'est plus à même de gouverner le mouvement communiste comme le quai d'Orsay administre ses ambassades. *Les rapports de force entre la bureaucratie soviétique et les bureaucraties nationales des P.C. de masse se modifient au profit des secondes.* Pour rallier celles-ci à sa cause, la fraction dominante de la bureaucratie soviétique est contrainte au compromis. Elle doit gagner les bureaucraties nationales à sa ligne, et pour cela, il lui faut tenir compte d'avantage de leurs intérêts spécifiques, respecter les formes, faire des concessions. Ainsi Thorez s'oppose-t-il de bout en bout à la fraction khrouchtchevienne, ses méthodes de direction, sa politique de « déstalinisation ». Il prend appui sur les fractions adverses du B.P. du P.C.U.S. (Molotov, Malenkov), et ne « saute » pas après leur défaite. Mieux, il parvient à éliminer ceux qui se posent en « khrouchtcheviens » français (Casanova, Servin, Kriegel). Mais lorsqu'après la chute de Khrouchtchev, la direction Brejnev-Kossyguine s'efforce de rétablir l'autorité absolue de Moscou, Waldeck-Rochet et le B.P. français ne se prêtent pas au jeu. Sous leur égide, le P.C.F. prend, au contraire, à diverses reprises ses « distances » avec la politique soviétique, notamment après l'invasion de la Tchécoslovaquie.

## Le cas du P.C. italien

Autrement accentués sont les processus d'autonomisation des P.C. italien, espagnol, finlandais, grec.

L'étude comparée de l'histoire de ces partis permet de saisir la singularité des processus de stalinisation : *si la bureaucratie soviétique s'efforce partout de produire une bureaucratie ouvrière intégrée à son système international, cet effort s'applique à des mouvements ouvriers fort différents et se réalise dans des conditions historiques différentes.* Ses résultats — le parti stalinien national — sont loin d'être uniformes.

Contrairement au P.C.F. qui ne parvient pas à s'assimiler les cadres anarcho-syndicalistes, le P.C.I. intègre au départ ce que le mouvement ouvrier italien a produit de meilleur : l'aile maximaliste du P.S.I. et l'équipe des cadres intellectuels de haut niveau regroupés autour du journal *Ordine nuovo* (Gramsci, Togliatti...). Dès sa fondation, il est confronté à une expérience révolutionnaire de grande envergure (le mouvement des Conseils de l'Italie du Nord) qui marque profondément sa réflexion stratégique. Presque immédiatement, la victoire du fascisme le plonge dans la clandestinité. Entre les deux guerres mondiales, le P.C.I. ne prend pas pied dans les masses italiennes. Ses cadres sont en prison ou en exil. La stalinisation des cadres emprisonnés est purement « idéologique », donc superficielle. Pour eux, pas question de formation-maison, ni de privilèges matériels. Les prisons constituent, au contraire, des lieux d'intenses débats politiques. L'emprisonnement représente un obstacle à l'intégration pleine et entière à la bureaucratie stalinienne internationale. Il permet la sauvegarde de l'autonomie initiale de certains dirigeants par rapport au stalinisme, comme l'attestent les positions théoriques et politiques d'un Gramsci. Le processus de stalinisation du P.C.I. s'effectue pour l'essentiel par l'intermédiaire de cadres immigrés.

Ce n'est qu'à partir de 1944, à travers la Résistance, que le P.C.I. conquiert son influence de masse. En trois ans, il passe de quelques milliers de membres à 2 millions d'adhérents. La stalinisation de ce parti de masse se réalise alors en l'absence de cadres suffisants, au moment où se manifestent les signes avant-coureurs de la crise du stalinisme. Le processus de stalinisation du P.C.I. diffère donc largement du processus de stalinisation du P.C.F., ne serait-ce que par la durée.

En 1956, Togliatti parle de « *doppiezza* » dans l'application de la ligne politique du parti. Il dénonce les militants et les cadres qui conçoivent « la voie de passage démocratique et pacifique au socialisme » définie en 1944, comme un leurre machiavélique destiné à tromper l'ennemi et le prendre par surprise.

Cette voie italienne articule la perspective d'une victoire électorale, conférant au P.C.I. et à ses alliés la majorité au Parlement, avec la pénétration graduelle des institutions de toutes natures, en vue de les retourner au service du peuple. Elle détermine une pratique néo-réformiste cohérente, qui engendre une nombreuse bureaucratie. Cette pratique constitue largement une réplique à la pratique de présence et d'encadrement de l'Eglise. Dans les régions de l'Italie du Centre, administrée par le P.C.I., le mot d'ordre est : « Une section par clocher, une maison du peuple par section... » (1). Le parti contrôle les Conseils municipaux et régionaux, l'administration dépendant du pouvoir local, les organisations syndicales et professionnelles, les coopératives de production et de distribution, les organisations politiques de masse (Association des partisans italiens, Mouvement italien des partisans de la paix, Union des femmes italiennes, Alliance des paysans, etc.). Les coopératives de Bologne emploient, à elles seules, deux cent fonctionnaires... (2). Une puissante bureaucratie ouvrière se constitue donc après guerre (le P.C.I. compte 27 000 élus, auxquels il faut ajouter les permanents syndicaux, les patrons de coopératives, les dirigeants des organisations de masse...).

Par son processus de constitution, par son idéologie, ses liens aux classes sociales fondamentales et à l'U.R.S.S., par son système d'organisation, cette bureaucratie est une bureaucratie stalinienne. Mais, bureaucratie du plus puissant parti communiste d'Europe, elle a ses intérêts et ses aspirations propres. « La voie italienne au socialisme » implique la distension des liens avec Moscou. Après le XX<sup>e</sup> Congrès du P.C.U.S., cette exigence est formulée dans la théorie du « polycentriste », la pluralité des centres garantit l'égalité en droit des P.C. et leur complète souveraineté dans la détermination de leur politique nationale...

## Relâchement du lien militant avec les masses

De 1956 à 1971, le P.C.I. entame un processus de social-démocratisation caractérisée. Sa pratique réformiste retentit sur son système d'organisation. On assiste à une chute brutale des effectifs militants et du niveau du militantisme. Le Parti perd un demi-million d'adhérents entre 1954 et 1966. Les « Jeunesses » passent de 463 894 inscrits en 1950 à 66 451 en 1970 ! L'organisation territoriale se substitue progressivement à l'organisation dans l'entreprise. En 1960, sur 700 000 ouvriers communistes, 100 000 seulement (15 % des ouvriers commu-

(1) Giordanno Sivini. Le P.C.I., structure et fonctionnement. In *Sociologie du communisme en Italie*, p. 65.

(2) Sidney Tarrow : « Le P.C.I. et la société italienne », in *Sociologie du communisme en Italie*, p. 25.

nistes, 5 % des membres du Parti) sont organisés sur leurs lieux de travail. Le nombre des cellules d'entreprises passe de 6 282 en 1960, à 4 279 en 1964 et 3 013 en 1967... (3). Simultanément, l'organisation en sections tend à se substituer à l'organisation en cellules. Il y a 35 000 cellules en 1959, 26 000 en 1964, 22 000 en 1967. La même année, 65 fédérations sur 109 regroupent moins de cellules que de sections, et 15 fédérations du Midi sur 44 n'ont pas de cellules locales comme organisation de base (4). La participation des adhérents aux réunions est dérisoire : « Pour les deux tiers des membres, la participation se borne à l'acquisition de la carte du parti, quelquefois à la souscription en faveur de la presse, à la présence aux fêtes de l'*Unità* ou à quelques meetings ; le tiers restant manifeste sa présence dans les moments essentiels de la vie du parti : congrès et activités électorales » (5). L'activité ordinaire du parti est l'affaire de l'appareil...

Ce relâchement du lien militant avec les masses, effet de l'électoratisme et du réformisme, s'accompagne, on le sait, d'une prise de distance croissante à l'égard de la bureaucratie soviétique. De l'interview de Togliatti à la revue *Nuovi Argomenti*, en 1956, brochant sur le thème de la dégénérescence bureaucratique de la société russe sous Staline, à la condamnation virulente de l'intervention en Tchécoslovaquie, en passant par la publication du *Mémorial de Yalta* (le « Testament de Togliatti ») en 1964, le plaidoyer pour le polycentrisme, l'opposition à tout ostracisme contre le P.C. chinois, l'appui au P.C. grec de l'intérieur, au P.C. espagnol de S. Carrillo, la condamnation du P.C. portugais, etc., les « manifestations d'indépendance » n'ont pas manqué depuis quinze ans.

La bureaucratie soviétique a riposté en multipliant les pressions, les chantages, les manœuvres. Mais, d'un côté comme de l'autre, on se garde bien d'aller à la rupture. Dans le contexte mondial actuel aucune des deux bureaucraties n'y a intérêt.

## Limite de l'autonomisation du P.C.

La bureaucratie soviétique a besoin de conserver un maximum d'influence sur les appareils politiques contrôlant — tout ou partie — du mouvement ouvrier occidental. Cette influence demeure un moyen de pression de premier plan à l'égard des bourgeoisies impérialistes, en même temps qu'une protection contre tout regain révolutionnaire du mouvement ouvrier européen. Elle permet à la bureaucratie soviétique de se maintenir, aux yeux des masses russes, dans le rôle de guide du prolétariat mondial.

Aussi les dirigeants du P.C.U.S. ne négligent-ils aucun effort pour contenir les forces centrifuges qui travaillent le mouvement communiste international. En premier lieu, on l'a vu, ils s'efforcent d'établir, à travers les contacts bi-latéraux, une ligne de compromis. Mais, si les compromis s'avèrent laborieux, si la bureaucratie soviétique considère que ses intérêts fondamentaux ne sont plus pris en compte, elle n'hésite pas à ouvrir les hostilités : à cet égard, la riposte soviétique à la condamnation par les P.C. occidentaux de l'intervention russe en Tchécoslovaquie, en 1968, a valeur de test. Parallèlement au principe de « souveraineté limitée » des

(3) G. Sivini, article cité, p. 90.

(4) *Id.*, p. 96.

(5) *Id.*, p. 103.

démocraties populaires, est réaffirmé le principe de l'« autorité limitée » des P.C. des pays capitalistes (1). Si la réduction ou l'arrêt total de l'aide matérielle ne suffisent pas à calmer les récalcitrants, la bureaucratie soviétique organise des fractions stalinienne menaçant les directions en place. En Italie, les ambassades de Pologne et d'U.R.S.S. multiplient les contacts avec les mécontents du parti et les vieux stalinien, en été 1968. Les travaux d'approche s'avèrent d'autant plus fructueux (une fraction dirigée par Donini et Onofrio prend forme) qu'un bon tiers de la base du parti — notamment sa base ouvrière — perçoit la position de la direction du P.C.I. comme un acte d'opportunisme à l'égard de la bourgeoisie italienne...

Face à cette offensive, la direction du P.C.I., aile droite (amendoliste) en tête, tempère brusquement ses propos. « Dans une humanité qui s'achemine vertigineusement vers la grande conflagration mondiale, explique Amendola, quelle importance peut avoir tel ou tel acte de coercition ? » (2).

En Espagne, Santiago Carrillo prend les devants en excluant les « soviéto-philés » (Eduardo Garcia, secrétaire à l'organisation et Augustin Gomez, membre du Comité central), en 1969. Les soviétiques ripostent en organisant la fraction Lister, que Carrillo expulse à son tour, en septembre 1970. Soutenus par l'U.R.S.S., les exclus créent un parti communiste concurrent (3). En Finlande, la (forte) minorité brejnevienne, organisée en fraction, publie son propre journal, constitue un « groupe national consultatif des communistes » et organise une scission de fait. En hiver 70, la majorité accepte une réunification sur la base d'une représentation proportionnelle des deux tendances dans les organes de direction. Néanmoins, les deux organisations coexistent à tous les niveaux. Depuis lors, la direction du P.C. finlandais n'exprime plus le moindre désaccord avec la bureaucratie soviétique... (4).

De leur côté, les directions des P.C. de masse doivent tenir compte de l'éducation inculquée pendant des décennies à leur base sociale, identifiant l'U.R.S.S. au socialisme, la fidélité au P.C.U.S. à l'internationalisme prolétarien. Les appareils des P.C. sont largement prisonniers de cette mystique, encore vivace dans les bastions traditionnels du parti et la base de l'appareil. Une dénonciation poussée du régime soviétique — du type de celle que souhaitait Garaudy — aurait sur les P.C. un effet centrifuge et désagrégateur. Outre la constitution immédiate d'une fraction « orthodoxe », elle déclencherait une dynamique de critiques de droite et de gauche qui risque fort d'outrepasser les limites souhaitées par la direction.

Si l'allégeance à l'U.R.S.S. s'avère infiniment moins rentable qu'autrefois, elle permet encore aux P.C. d'accréditer aux yeux des masses le mythe de leur opposition radicale au capitalisme.

Enfin et surtout, l'intégration au « camp socialiste », sous le leadership des dirigeants du Kremlin, constitue un élément de crédibilité décisif pour la stratégie néo-réformiste de conquête du pouvoir. C'est l'existence d'un puissant « bloc soviétique », capable d'apporter un soutien économique, diplomatique, militaire au régime de « démocratie avancée », qui permet d'envisager sereinement sa transition pacifique et graduelle au socialisme.

Pour ces raisons, on ne doit pas s'attendre, dans les conditions politiques actuelles, à une rupture à court terme entre les P.C. et la bureaucratie soviétique.

---

(1) Discours de Gomulka au V<sup>e</sup> Congrès du Parti Ouvrier de Pologne.

(2) Cité par Jean Dufflot. *L'Italie du Manifesto*, p. 35.

(3) Cf. Guy Hermet: *Les communistes en Espagne*, p. 81-88, éd. Armand Colin.

(4) Cf. Pekka Haapakoski: « Brezhnevism in Finland ». *New-left Review*. N° 86, p. 29-50.

Les convergences d'intérêt l'emportent encore sur les divergences. *Et la montée des périls — la radicalisation des masses ouvrières en Europe occidentale — renforce fondamentalement cette convergence* (1). On s'achemine plutôt vers un aménagement du système des relations contractuelles qui s'est constitué empiriquement, à la faveur de la « déstalinisation ». On a vu que ce système laisse, bon gré mal gré, une large marge d'autonomie aux P.C. dans la définition de leur orientation politique. La distension des liens de subordination entre les P.C. et la bureaucratie du Kremlin, rend toutefois ces liens autrement plus fragiles que du temps du Komintern. Une rupture radicale pourrait se produire si l'opposition entre les deux bureaucraties s'exacerbe. Il en serait ainsi par exemple, si une nouvelle vague révolutionnaire secouait les pays de l'Est, entraînant une répression bureaucratique de grande envergure. Ou bien si Moscou exigeait des P.C. européens des « sacrifices » de même ampleur qu'au moment du pacte germano-soviétique.

Précisément parce qu'elle reste en deçà de la rupture, la distension des liens n'abolit pas la spécificité des P.C., comme partis ouvriers réformistes. *La perpétuation des rapports de subordination à la bureaucratie soviétique — même s'il s'agit de subordination relative contractuelle, conflictuelle — contraint les P.C. de masse à perpétuer pour l'essentiel la spécificité de leur rapport à la classe ouvrière et à la classe dominante, ainsi que leur système d'organisation.*

Partout, la subordination absolue de tous les secteurs de la bureaucratie des P.C. à l'appareil politique central est rigoureusement maintenue. Le relâchement des liens militants avec les masses n'aboutit nulle part à leur métamorphose en liens social-démocrates. Le P.C. italien, comme le P.C. français, au contraire, redoublent d'efforts, après 1968, pour relancer l'organisation en cellules, et privilégier les cellules d'entreprises. La conception de la « courroie de transmission » préside toujours à l'animation des organisations de masse, comme l'attestent les exemples du Mouvement de la paix (purement et simplement mis au rancart dans la seconde phase de la guerre du Vietnam au profit du Comité national pour la victoire) et l'actuel effacement relatif de la C.G.T. dans les entreprises, au profit de l'opération « démonstration de force » du P.C.

De même, aucun changement fondamental n'est intervenu dans le régime intérieur des P.C. Comme dans la Russie post-stalinienne, un despotisme éclairé s'est substitué au despotisme oriental : on discute désormais dans les cellules. A la base règne une liberté de pensée, de parole, de débat, dont on n'avait pas idée dans les années 50. Le culte de la personnalité s'est estompé. Mais le centralisme bureaucratique demeure, et fonctionne à plein : l'interdiction du droit de tendance atomise la masse du parti face à l'appareil (2). La direction contrôle les élections, à partir du niveau des sections, grâce à des techniques sophistiquées de manipulation et de filtrage (3). Si bien que la relative démocratie qui règne

---

(1) Il est significatif que les P.C. européens — même les plus conflictuels — ne formulent pas la moindre divergence sur la stratégie de « coexistence pacifique » prônée par les Soviétiques et sur ses implications nationales : la collaboration des classes pour une « démocratie avancée ».

(2) Au VIII<sup>e</sup> Congrès du P.C.I. en 1956, la réforme « libérale » des statuts intègre « le droit de critiquer les dirigeants (1), de soutenir ses propres opinions auprès des organismes du parti (1), d'exercer librement des activités de recherche philosophique, scientifique, artistique et culturelle, enfin, le droit de démissionner du parti ». Ce qui en dit long sur le régime intérieur du P.C.I. avant 1956... Mais le droit de tendance reste strictement interdit. Cf. article cité par G. Sivini, p. 82.

(3) D'après Sivini : les dirigeants nationaux, régionaux ou fédéraux — donc l'appareil — représentent 71 % des délégués au VIII<sup>e</sup> Congrès, 78,8 % au IX<sup>e</sup>, 79,8 % au X<sup>e</sup>, 80,4 % au XI<sup>e</sup>, et 80 % au XII<sup>e</sup>, p. 123.

à la base ne se répercute pas dans les sphères dirigeantes. Au sein de l'appareil, et à son contact immédiat, l'exercice du pouvoir s'apparente toujours largement aux formes de domination qui prévalent dans les pays de l'Est.

## Parti stalinien et radicalisation ouvrière

Les difficultés les plus graves des P.C. viennent moins de leurs rapports à la bureaucratie soviétique que de leurs rapports au mouvement des masses. La radicalisation de la classe ouvrière passe largement en dehors d'eux, comme l'attestent les exemples portugais, espagnol, français et même italien. *Confrontés à un prolétariat de plus en plus actif, à une extrême-gauche de mieux en mieux implantée dans les entreprises, à une social-démocratie volontiers forte en gueule (et dont la structuration en tendances offre une grande souplesse d'adaptation aux processus de radicalisation), les P.C. de masse ont de plus en plus de mal à concilier leur politique de collaboration de classes et leur volonté de maintenir leur hégémonie sur la classe ouvrière.* Il en résulte des revirements brusques, des « adaptations tactiques » qui ne sont pas sans danger pour l'appareil. Il en fut ainsi en septembre 1971, pour le P.C. français, avec le tournant sectaire ratifié par le XXI<sup>e</sup> Congrès (1). Ce tournant fut pris sous l'effet conjugué des résultats décevants des élections partielles, des réticences des militants ouvriers devant un modérantisme en porte-à-faux avec l'état d'esprit des masses, le refus de l'appareil d'accéder au gouvernement au milieu d'une crise économique majeure.

La volonté en conséquence d'estomper la crédibilité de l'alternative politique que représente l'union de la gauche, afin de contenir la combativité ouvrière.

Il en est ainsi également au Portugal : hégémonique au sein du mouvement ouvrier, mais sans que cette hégémonie repose sur un dense réseau de cadres, organisant en profondeur et de longue date les masses ouvrières ; menacé dans les secteurs arriérés de la classe par l'offensive du P.S., et dans les secteurs avancés par la plus forte extrême-gauche d'Europe, le P.C.P. a été contraint, malgré son stalinisme orthodoxe (2) à réadapter sa ligne après chaque nouveau bond en avant de la lutte des classes. Du 25 avril au 28 septembre 1974, il défend une ligne de reconstruction nationale analogue à celle qu'ont pratiquée le P.C.F. et le P.C.I. en 1945. Après le 28 septembre, il s'oppose moins frontalement aux luttes de masses. Après le 11 mars, il chevauche le mouvement (3).

Le projet du PC portugais s'inscrit parfaitement dans la stratégie de la bureaucratie soviétique. Celle-ci entend exploiter l'effondrement de l'Etat salazariste pour marquer des points en Méditerranée : s'il n'est pas question de transformer le Portugal en démocratie populaire, ni même d'obtenir son départ de l'OTAN, il est au moins possible d'instaurer un régime de tendance neutraliste, bien disposé à l'égard de l'Union Soviétique, et refusant en tout

---

(1) Congrès convoqué, on s'en souvient, pour sanctionner l'ouverture à droite préconisée par Georges Marchais dans la foulée des présidentielles : appel à l'U.D.R. en vue d'une Union du Peuple de France, laxisme sans précédent dans le recrutement, etc.

(2) Le P.C.P. est un des rares partis communistes d'Europe occidentale qui ait approuvé chaleureusement l'intervention russe en Tchécoslovaquie.

(3) Voir D. Bensaïd, Carlos Rossi, Charles-André Udry : *Portugal : la Révolution en marche*, éd. du Rocher.

cas de se prêter à des actes de guerre (1). La garantie d'une telle orientation réside dans le poids du PCF au gouvernement, et dans l'appareil d'Etat. Contrairement au P.C.I. et même au P.C.E., le P.C.P. ne peut espérer le conquérir par la voie électorale (d'où les propos désabusés d'Alvaro Cunhal et de Vasco Gonçalves sur la démocratie bourgeoise...). Il est hors de question qu'il cherche à l'obtenir « à la bolchevik » en prenant la tête d'un processus d'auto-organisation des masses (commissions de moradores, de travailleurs, de soldats) débouchant sur la dualité du pouvoir et l'épreuve de force avec l'Etat.

Le moyen de conquérir le maximum de positions dans les institutions et l'appareil d'Etat, conçu par Cunhal et approuvé par Brejnev, c'est le fagocitage et la manipulation du M.F.A. Détenant le monopole de la force armée et la légitimité révolutionnaire, le M.F.A. constitue en dernière analyse, le réel centre du pouvoir. Etendre son influence au sein du M.F.A., gagner la majorité de son assemblée, consolider ainsi les positions acquises dans les institutions, tels sont les objectifs fondamentaux du P.C.P. depuis le 25 avril, auxquels toute autre considération est subordonnée. Il en résulte la ligne de « collage » au M.F.A., d'opposition ouverte puis feutrée au mouvement d'auto-organisation des masses, dont le P.C.P. fait les frais aujourd'hui. Car la ligne de pénétration bureaucratique du M.F.A. ne pouvait pas ne pas susciter une vive réaction de la majorité des officiers qui le constitue — compte tenu de ce qu'est ce mouvement. De même que la ligne d'opposition puis de manipulation des Commissions de travailleurs, de contrôle bureaucratique des syndicats, des mass-media, des municipalités, ne pouvait pas ne pas susciter des réactions hostiles dans les masses, et créer ainsi les conditions de la contre-offensive bourgeoise, orchestrée par la social-démocratie.

L'orientation contre-révolutionnaire du P.C.P., tournant le dos aux tâches d'auto-organisation des masses et de front unique ouvrier, s'est soldée par un cours oscillant entre le sectarisme le plus fou (les « barricades » contre les meetings du P.S.!) et l'opportunisme le plus plat (la politique de sauvegarde du M.F.A. etc...). Elle a abouti à l'isolement massif par une extrême-gauche enracinée dans le mouvement des comités, au renforcement de l'emprise du P.S. sur les secteurs arriérés de la classe ouvrière et de la petite-bourgeoisie, au désarroi des militaires communistes ballottés de babord en tribord, au gré des zigzags de la direction du parti.

La crise portugaise donne un avant-goût des problèmes auxquels les P.C. de masse d'Europe occidentale seront confrontés, lors des prochaines crises pré-révolutionnaires.

Juillet 1975  
Henri WEBER

---

(1) On sait le rôle qui revient aux bases américaines des Açores lors des conflits au Proche-Orient.

